

## Crise des médias :

### **Ottawa doit ouvrir des portes plutôt que d'en fermer**

Granby, le jeudi 14 mai 2026 – Alors que le milieu de la culture et des médias continue de vivre les effets dévastateurs de la perte des revenus publicitaires accaparés par les géants du web, le Bloc Québécois demande au gouvernement fédéral de soutenir le secteur culturel et de l'information québécois. La députée de Shefford, Andréanne Larouche, interpelle le gouvernement libéral quant à l'urgence que requiert la situation, en lui réclamant d'ouvrir des portes plutôt que d'écarter des pistes de solution d'emblée comme il le fait actuellement.

« Cela fait maintenant près de 10 ans que le Bloc Québécois sonne l'alarme sur le danger qui guette les secteurs culturels et de l'information. Ce sont non seulement des milliers d'emplois qui sont en jeu, mais carrément la survie de la culture québécoise. En refusant d'emblée d'avoir une quelconque discussion sur le partage du contenu publicitaire sur les plateformes de Radio-Canada et en maintenant leur refus d'imposer une taxe de 3 % sur les revenus des géants du numérique, les libéraux se butent et dessinent un destin dramatique pour la culture et le monde de l'information québécois. », avise la députée Larouche.

Questionné par les médias, le bureau du ministre responsable, Marc Miller, a refusé d'ouvrir la voie à une diminution du contenu publicitaire à Radio-Canada. Les libéraux ont aussi reculé devant l'administration américaine en juin dernier, en abolissant la taxe sur les services numériques qui devait générer des revenus de plus de 7 milliards sur cinq ans en imposant les GAFAM.

« Le monde des médias et de la culture est en crise et il est temps d'envisager toutes les solutions. Ottawa doit sortir de son mutisme et se saisir de l'urgence actuelle en ouvrant la porte à une redéfinition du mandat de Radio-Canada et en rétablissant rapidement la taxe sur les services numériques, comme l'ont fait plus d'une dizaine de grands pays à travers le monde, parmi lesquels on compte la France, l'Italie, le Royaume-Uni et l'Espagne. Nous demandons que ces revenus soient ensuite redistribués afin d'aider ceux qui pâtissent des géants du web, au premier chef le secteur culturel et de l'information. Nous ne pouvons simplement abandonner les médias privés, leurs artistes et leurs artisans. C'est la culture québécoise qui est en jeu et rester les bras croisés n'est pas une option. **C'est également une question de démocratie, car les médias locaux et communautaires contribuent à lutter contre la désinformation et la mésinformation** », conclut la députée de Shefford.

-30-

Source :  
Ruth Potvin

514 349 5601